

Mai 1936 → Le Front populaire

MAJORITAIRE ■ Le 3 mai, elle obtenait 376 sièges contre 222 à la droite pour un programme social historique

Une gauche mythique au pouvoir

En mai 1936, il y a 80 ans, le Front populaire, coalition des socialistes, des communistes et des radicaux, gagne les législatives. Il porte au pouvoir Léon Blum qui met en œuvre un programme social sans précédent.

Expérience mythique de la gauche au pouvoir, étape capitale de l'émancipation de la classe ouvrière, le Front populaire a accouché de réformes historiques – congés payés et semaine de 40 heures pour tous les salariés, notamment – et donné un formidable élan aux loisirs et à la culture.

Pourtant, a résumé l'historien Michel Winock, il « est aussi un échec, politique – il ne dure qu'une année –, économique, et surtout peut-être idéologique ». « Pour ne pas avoir assez vu que le véritable danger se situait à l'extérieur, il ne parviendra pas à son objectif premier : faire pièce au fascisme. »

Programme commun

Le 3 mai 1936, le Front populaire obtient 376 sièges (dont 72 communistes, 116 radicaux et 147 SFIO) contre 222 pour la droite. Dans l'attente de la formation du gouvernement, une vague de grèves, avec occupations

d'usines, paralyse le pays.

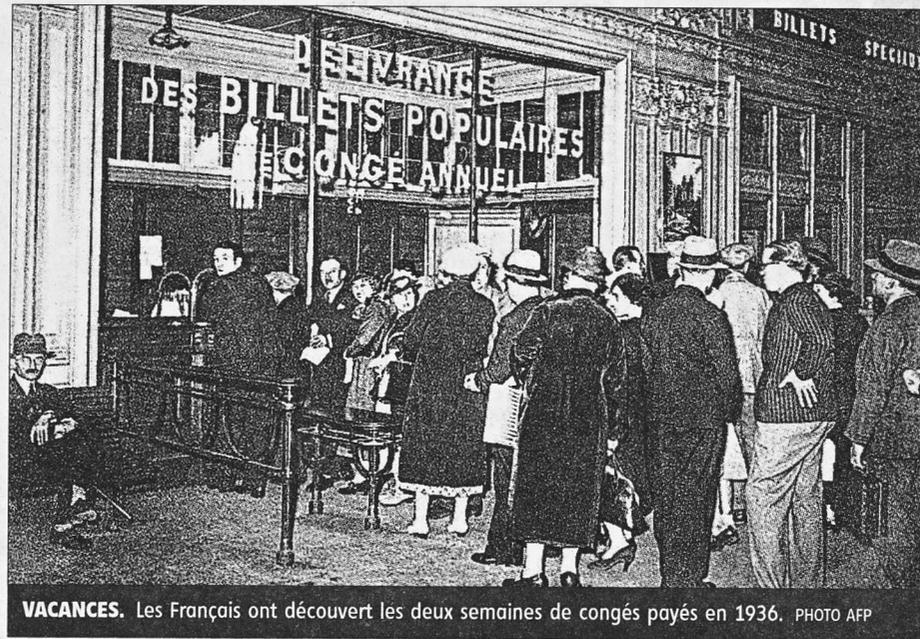
Nommé le 5 juin, Léon Blum, premier socialiste à diriger un gouvernement en France, annonce qu'il mettra en œuvre le « Programme commun » de la gauche. Le PCF de Maurice Thorez soutient le gouvernement sans y participer.

Révolution sociale

Le 7, Blum réunit patronat et syndicats qui concluent en quelques heures les « accords de Matignon », avancée sociale sans précédent : généralisation des conventions collectives, reconnaissance de la liberté syndicale, augmentation générale des salaires (de 7 % à 15 %) et création de délégués ouvriers élus par le personnel.

Malgré tout, les occupations d'usines se poursuivent et Thorez doit donner de la voix : « Il faut savoir terminer une grève ! »

La fuite des capitaux s'accélère pendant que la Chambre des députés vote notamment les deux se-



VACANCES. Les Français ont découvert les deux semaines de congés payés en 1936. PHOTO AFP

maines de congés payés (11 et 12 juin). La Banque de France passe sous le contrôle de l'État, les industries aéronautiques sont nationalisées.

S'il n'accorde pas le droit de vote aux femmes, Blum nomme, pour la première fois dans un gouvernement, des femmes aux postes de sous-secrétaires d'État : Suzanne Lacore, Irène Joliot-Curie et Cécile Brunschvicg.

Jean Zay, à l'Éducation nationale, allonge la scolarité de 13 à 14 ans, lance un vaste programme d'équipement scolaire et innove avec l'éducation physique et artistique, épaulé par le jeune Léo Lagrange chargé des Sports et des Loisirs.

Non-intervention

En juillet, l'Espagne s'embrase dans la guerre civile. Le PCF souhaite

l'engagement de la France aux côtés des républicains espagnols contre la rébellion fasciste de Franco.

Mais Blum, face à l'opposition de la droite, des radicaux, du président de la République, le modéré Albert Lebrun, et du Royaume-Uni, tranche en faveur d'une « non-intervention » tout en fermant les yeux sur des livraisons d'armes aux forces progressistes.

L'antifascisme, ciment du Front populaire, se manifeste essentiellement par la dissolution des Ligues d'extrême droite.

Déclin

À la rentrée, la période se tend avec la dévaluation du franc en septembre, le suicide du ministre de l'Intérieur, Roger Salengro, victime de calomnies, en novembre, et le refus de la confiance du PCF sur la politique étrangère en décembre.

Les difficultés économiques s'aggravent. En février 1937, Blum annonce une « pause » dans les réformes. En juin, il démissionne devant le refus du Sénat de droite de lui accorder les pleins pouvoirs pour augmenter les impôts, réduire les dépenses et contrôler les changes.

Le radical Camille Chautemps forme un nouveau cabinet de Front populaire que les ministres socialistes quittent en janvier 1938. Un nouveau gouvernement Blum ne tient même pas un mois face à l'obstruction du Sénat. Et c'est le retour à une politique « modérée » avec Édouard Daladier à Matignon et Paul Reynaud aux Finances. ■